**« Le climat, un angle mort de la réforme des retraites »**

**Chronique**

Rémi Barroux

Alors que les bouleversements climatiques vont profondément changer les conditions de travail, les rendant plus pénibles et impactant les organismes, le Conseil d’orientation des retraites n’en fait absolument pas état, remarque Rémi Barroux, journaliste au « Monde », dans sa chronique.

Publié aujourd’hui à 05h45 Temps de Lecture 3 min.

*« Peut-on respirer avant d’expirer ? » « Espèces en voie d’extinction : thon rouge, ours polaire, acquis sociaux »*… Les messages rappelant l’urgence climatique étaient bien visibles lors des manifestations à répétition contre la réforme des retraites. Dans celle du 16 février, à Paris, une jeune participante avait même résumé son inquiétude sur une pancarte en carton : *« Notre génération et les suivantes subiront sécheresses, canicules, réfugiés climatiques, batailles de l’eau et des énergies… Qu’avez-vous contre nous ? »*

Cette convergence de deux combats, social et écologique, s’est bien traduite par la présence, dans les cortèges, d’associations environnementales et climatiques, Greenpeace, Alternatiba, Extinction Rebellion, Les Amis de la Terre, etc. Elle fait pourtant face à un vide, un véritable angle mort, de cette réforme.

Rien dans le dernier rapport, daté de septembre 2022, du Conseil d’orientation des retraites (COR) qui fasse état des bouleversements attendus par nos sociétés. Pourtant, l’augmentation des températures et la multiplication des canicules vont profondément changer les conditions de travail, les rendant plus pénibles, impactant les organismes, voire, à terme, modifiant les espérances de vie.

**Un environnement de travail profondément modifié**

Dans un rapport de 2018, l’Agence nationale de sécurité sanitaire, de l’alimentation, de l’environnement et du travail (Anses) s’était penchée sur *« l’évaluation des risques induits par le changement climatique sur la santé des travailleurs »*. L’environnement du travail sera profondément modifié, *« en cause la hausse des températures, l’évolution de l’environnement biologique et chimique, et la modification de la fréquence et de l’intensité de certains aléas climatiques »*. Cette analyse de l’Anses sur l’accroissement de la pénibilité au travail fait ainsi écho aux débats actuels sur la réforme.

Dans un rapport de décembre 2022, l’Organisation internationale du travail avançait même la *« retraite anticipée »* parmi les solutions pour prendre en compte les évolutions climatiques et avancer pour une *« transition juste »*. Soit à l’opposé de l’objectif de travailler plus longtemps soutenu dans la réforme.

Les militants du climat, eux, font le lien entre les deux causes. Jean-François Julliard, le directeur général de Greenpeace France, organisation peu habituée jusqu’alors à rallier les mobilisations sociales, l’affirme : *« On ne peut que combattre ce projet de réforme qui vise à faire travailler plus longtemps, à produire plus de biens, plus de consommation, plus de déchets, plus d’émissions de gaz à effet de serre et plus de pression sur les ressources naturelles de la planète. »*

Les militants écologistes évoquent l’augmentation des températures qui rendront certains métiers plus pénibles, notamment ceux qui sont réalisés en extérieur, agriculture, bâtiment… D’autant plus si les travailleurs accusent deux années de plus.

L’allongement de la durée du travail aura aussi un effet secondaire mais relevé par des responsables d’associations, environnementales notamment, qui s’inquiètent. *«* [*Cette réforme priverait aussi les associations d’un grand nombre de retraités*](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/02/16/reculer-l-age-legal-de-62-a-64-ans-fait-peser-un-risque-majeur-sur-le-benevolat-associatif_6162077_3232.html)*, obligés de travailler plus longtemps. Or ils ont un rôle important dans la vie associative »*, argumente Khaled Gaiji, le président des Amis de la Terre. La moitié des présidents d’association sont des retraités, soulignait en 2007 la chercheuse du CNRS Viviane Tchernonog, dans une étude sur les associations en France.

**Un système fondé sur la croissance**

Comment expliquer alors ce fossé entre les deux questions, écologique et sociale ? Pour Bruno Palier, directeur de recherches au Centre d’études européennes-CNRS, cet *« oubli »* de la question climatique relève d’un biais plus important. *« Le gouvernement voulait faire une réforme sur le système de retraites, mais c’est toute la question du travail qui est posée*, analyse le chercheur, auteur de nombreux ouvrages sur le social, dont *Réformer les retraites* (Presses de Science Po, 2021). *On le voit avec la problématique de l’emploi des seniors, qui devient centrale. La plupart des gens veulent travailler, mais ils estiment qu’ils n’ont pas de bonnes conditions pour le faire. Et quand on leur dit “vous allez travailler deux ans de plus”, ils ne l’acceptent pas. »*

Bruno Palier avance aussi le fait que notre système de protection sociale est conçu pour une économie industrialisée et basée sur la croissance : *« Cela explique que, traditionnellement, les acteurs du social et les spécialistes de l’environnement se soient considérés mutuellement avec méfiance. »*

Pourtant, la CGT, Solidaires ou la FSU côtoient, depuis des années, Greenpeace, Les Amis de la Terre, Oxfam… dans l’Alliance écologique et sociale. Quand la CFDT, elle, est associée au Réseau Action Climat ou à Humanité et biodiversité, dans le « pacte pour le pouvoir de vivre ». Malgré ces fréquentations, les syndicats, présents dans le COR, n’ont pas vraiment porté la question climatique en son sein. *« La dynamique interne des débats, les priorités sur l’emploi font qu’elle n’apparaît pas dans le périmètre, qu’elle été peu abordée, c’est un tort »*, reconnaît Pierre-Yves Chanu, représentant la CGT dans cette instance.

Pour le prochain rapport du COR, prévu à la mi-juin, il espère introduire cette problématique. *« En parlant emploi et croissance, pour élaborer les scénarios de retraite, on aborde bien la question de l’épuisement des ressources naturelles comme limite à la croissance »*, explique Pierre-Yves Chanu. *« Dans un contexte de réchauffement climatique, on ne peut plus penser le vieillissement et le travail de la même façon »*, affirme aussi une autre membre du COR, la députée écologiste de Paris, Eva Sas. D’où l’urgence de faire émerger la question climatique dans un débat social de plus en plus chaud.

Rémi Barroux